

Sujets d'intérêt sur la scène internationale

Les illusions de grandeur du Canada

- **La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le boeuf**
– *Fable de Jean de La Fontaine* –
- **Le premier ministre réprimandé lors de ses rencontres informelles avec le président de la Chine**
- **Remarques provocatrices de la ministre des Affaires étrangères du Canada contre la Chine**
- **Campagne de peur du SCRS à propos d'ingérence de la Chine dans les élections canadiennes**

Réunions internationales

Forum économique oriental à Vladivostok

- **Le Forum « sur la voie d'un monde multipolaire »**
- **Les remarques principales du gouvernement russe sur les événements actuels**
- **Discussion concernant l'Organisation de coopération de Shanghai et la multipolarité**

La 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies qualifiée de « tournant décisif »

- **La session de l'ONU entravée par les crises mondiales**
- **La posture du Canada pour dissimuler son rôle international négatif**
 - **L'initiative «Tech Against Terrorism» est une nouvelle atteinte au droit de conscience au nom de grands idéaux**
– *Peggy Morton* –
- **Désinformation sur le « leadership fort » du Canada en matière d'action climatique**

Forum d'Halifax sur la sécurité internationale

- Des actions à Halifax et Toronto pour exiger que le Forum soit banni
 - Le rôle du Canada à la conférence de guerre d'Halifax
- Promotion de l'intégration plus poussée du Canada dans la machine de guerre américaine

Les illusions de grandeur du Canada

La grenouille qui se veut faire aussi grosse que le boeuf

– Fable de Jean de La Fontaine –



Une grenouille vit un boeuf

Qui lui sembla de belle taille.

Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,

Envieuse, s'étend, et s'enfle, et se travaille

Pour égaler l'animal en grosseur;

Disant : Regardez bien, ma soeur;

Est-ce assez ? dites-moi; n'y suis-je point encore ? –

Nenni. – M'y voici donc ? – Point du tout. – M'y voilà ? –

Vous n'en approchez point. La chétive pécore

S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages :

Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs,

Tout petit prince a des ambassadeurs,

Tout marquis veut avoir des pages.

Le premier ministre réprimandé lors de ses rencontres informelles avec le président de la Chine



Le président de la Chine, Xi Jinping, reproche au premier ministre Justin Trudeau d'avoir enfreint les normes diplomatiques en divulguant à la presse le contenu de leur rencontre informelle du 15 novembre 2022.

L'élite dirigeante du Canada se plaît à appeler le Canada une « puissance moyenne » qui « joue dans la cour des grands ». Le gouvernement Trudeau nourrit plutôt des illusions de grandeur.

La diplomatie du premier ministre Justin Trudeau a essuyé un revers qui a attiré l'attention du monde entier lorsqu'il a été réprimandé par le président de la Chine Xi Jinping au G20 pour avoir divulgué aux médias le contenu d'une conversation privée entre les deux hommes. Xi Jinping a dit à Justin Trudeau dans un échange filmé que de telles violations des normes diplomatiques sont inacceptables et minent la confiance qui est la base d'une bonne communication. Xi Jinping a clairement dit à Justin Trudeau que son comportement peut avoir des conséquences imprévues.

Justin Trudeau avait entamé une rencontre informelle avec le président Xi Jinping en marge du sommet du G20 à Bali, en Indonésie, le 15 novembre. Une source gouvernementale canadienne a ensuite déclaré à l'Agence France Presse (AFP) que les sujets abordés par Justin Trudeau comprenaient le changement climatique, les tirs de missiles de la République populaire démocratique de Corée, les droits de la personne, les allégations du Canada selon lesquelles la Chine s'ingère dans ses élections et le conflit en Ukraine. Aucun communiqué de presse officiel sur la rencontre n'a été publié par les deux parties.

Le lendemain, alors que le G20 touchait à sa fin, le président Xi Jinping a pris à part le premier ministre Trudeau et lui a fait part de son mécontentement quant à la façon dont la rencontre avait été traitée par la partie canadienne. L'échange a été filmé par un cameraman du groupe de presse.

« Tout ce dont nous avons parlé a fuité dans les médias, et cela n'est pas approprié. [...] Et ce n'est pas comme ça que la conversation s'est déroulée », a dit Xi Jinping à Justin Trudeau par l'intermédiaire d'un interprète.

« Si vous êtes sincère, nous devrions avoir des conversations de manière respectueuse. Sinon, on ne peut pas prévoir les résultats », a ajouté Xi Jinping.

Justin Trudeau a alors déclaré que le Canada croit au « dialogue libre et ouvert et franc » et qu'il continuerait à chercher à travailler de manière constructive avec la Chine, mais qu'« il y aura des

choses sur lesquelles nous ne serons pas d'accord, et nous devrons...[...] »

« Établissons d'abord les conditions », a répondu Xi Jinping, avant de serrer la main de Justin Trudeau et de prendre congé.

Le président Xi a tenu neuf réunions bilatérales officielles pendant le G20, dont aucune n'incluait le Canada.

Lors de la conférence de presse du 16 novembre, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Chine, Mao Ning, a répondu à une question de l'AFP concernant la rencontre entre Xi Jinping et Justin Trudeau le 15 novembre. L'échange s'est déroulé comme suit :

AFP : Pouvez-vous confirmer si le président Xi Jinping a rencontré le premier ministre canadien Justin Trudeau hier ? Pouvez-vous nous donner des détails sur cette rencontre ?

Mao Ning : Je n'ai aucune nouvelle à annoncer pour le moment.

Plus tard, lors d'un point de presse, Justin Trudeau a parlé de son échange du 16 novembre avec Xi Jinping dans lequel il a insinué que la Chine est secrète et dictatoriale : « Le Canada fait confiance à ses citoyens pour ce qui est des conversations qu'il tient en leur nom en tant que gouvernement ». Il a ajouté que les conversations avec les dirigeants ne seraient pas toujours faciles, mais il a souligné que les « systèmes » dans les deux pays étaient différents et qu'en Chine « il n'y a pas toujours la même ouverture qu'un chef démocratique peut et doit avoir avec ses citoyens ».

Le journal indien *Business Standard* a indiqué que « la ministre des Affaires étrangères du Canada, Mélanie Joly, a également confirmé avoir discuté des mêmes sujets avec son homologue chinois, Wang Yi » au G20. Ni Affaires mondiales Canada ni le compte twitter de la ministre Joly n'ont daigné informer les Canadiens de ce qui s'est passé lors de cette réunion. Quelle qu'en soit la raison, ce manque de transparence semble être normal pour Mélanie Joly et son ministère. Une rencontre en juillet entre Mélanie Joly et Wang Yi, à la demande de Mélanie Joly, n'a pas non plus semblé mériter que les Canadiens en soient informés, alors que le ministère chinois des Affaires étrangères a publié les remarques faites par les deux parties peu après la rencontre.

Pour sa part, la prétention du premier ministre à l'autorité morale n'a fait que confirmer ses illusions de grandeur quant au rôle international du Canada. Le contraste était frappant avec la réponse mesurée du président Xi Jinping, dont l'autorité morale vient en grande partie du fait qu'il dirige un parti et un pays dont l'affirmation des droits humains a permis de sortir plus de 800 millions de personnes de la pauvreté.

Remarques provocatrices de la ministre des Affaires étrangères du Canada contre la Chine

La ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, dans une allocution prononcée le 9 novembre à la Munk School of Global Affairs de l'Université de Toronto, au sujet de la future stratégie indopacifique du Canada, a déclaré : « La Chine est une puissance mondiale de plus en plus perturbatrice qui cherche à façonner l'environnement mondial de manière à ce qu'il soit plus permissif pour des intérêts et des valeurs qui s'éloignent de plus en plus des nôtres.

« Et la montée en puissance de la Chine en tant qu'acteur mondial remodèle les perspectives stratégiques de chaque État de la région, y compris le Canada. »

Le 10 novembre, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Chine, Zhao Lijian, a

répondu à une question d'un journaliste de Reuters à ce sujet. L'échange s'est déroulé comme suit :

Reuters : La ministre canadienne des Affaires étrangères Mélanie Joly a déclaré mercredi que la Chine était une grande puissance mondiale de plus en plus perturbatrice. Quel est votre commentaire à ce sujet ?

Zhao Lijian : Ces remarques de la partie canadienne vont à l'encontre des faits, sentent le parti pris idéologique et constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Chine. Nous les rejetons fermement et nous avons déjà entrepris des démarches solennelles auprès de la partie canadienne. Je voudrais souligner les points suivants :

Premièrement, la Chine prône le développement pacifique, l'ouverture, l'inclusion et la coopération gagnant-gagnant. Nous avons toujours été une force pour la paix mondiale, un contributeur au développement mondial et un défenseur de l'ordre international, ce qui a été largement reconnu par la communauté internationale. Le développement de la Chine apporte des opportunités au monde et renforce les forces de paix du monde. Quel que soit le stade de développement que nous atteignons, nous ne chercherons jamais l'hégémonie ni ne nous engagerons dans l'expansionnisme.

Deuxièmement, la paix, le développement et la coopération gagnant-gagnant sont la tendance de notre époque et l'aspiration commune des pays de l'Asie-Pacifique. La formulation d'une « stratégie indopacifique » est l'affaire du Canada, mais quel que soit le type de stratégie régionale qu'il élabore, elle doit être guidée par le principe d'un avantage mutuel plutôt que par celui d'un jeu à somme nulle. Ceux qui s'accrochent à la mentalité à somme nulle de la guerre froide, pratiquent la politique de groupe et alimentent la confrontation entre blocs ne trouveront aucun soutien et n'iront nulle part.

Troisièmement, les relations entre les pays ne peuvent être construites que sur la base du respect mutuel, de l'égalité et des avantages mutuels. Les relations entre la Chine et le Canada ne font pas exception. Les affaires de Taïwan, du Xinjiang et de Hong Kong sont des affaires purement intérieures de la Chine et ne tolèrent aucune ingérence de la part de quelque pays que ce soit. Les relations entre la Chine et le Canada sont actuellement à un carrefour. Les relations futures dépendent de la capacité du Canada à revenir sur une trajectoire rationnelle et pratique et à considérer la Chine sous un angle objectif et impartial.

Campagne de peur du SCRS à propos d'ingérence de la Chine dans les élections canadiennes

Les accusations de Justin Trudeau au sujet d'une ingérence de la Chine dans les affaires politiques du Canada, y compris ses élections, semblent avoir été suscitées par la propagande que fait le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) à la demande des agences de renseignement de l'Alliance des Cinq Yeux au service des objectifs de guerre américains et britanniques. L'influence de l'agence d'espionnage sur les affaires politiques est de plus en plus visible dans les travaux parlementaires. En novembre, le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre des communes (PROC) a tenu deux réunions pour étudier l'ingérence étrangère dans les élections canadiennes.

Le *Globe and Mail* a écrit qu'Adam Fisher, directeur général, évaluation du renseignement, au SCRS, a déclaré au PROC que la Russie et la Chine « ont tendance à être les deux principaux

acteurs dans ce domaine » et que « la Chine est le 'principal agresseur' en matière d'ingérence étrangère dans les pays occidentaux et 'est portée à travailler au sein de leurs systèmes politiques pour les corrompre' ».

Quelques jours plus tard, des médias canadiens ont dit qu'à partir de janvier, des responsables du SCRS ont remis une série de mémos et breffages au premier ministre et à plusieurs ministres qui alléguait que la Chine « avait ciblé le Canada avec une vaste campagne d'ingérence étrangère, qui comprend le financement d'un réseau clandestin formé d'au moins 11 candidats aux élections fédérales de 2019 ». Selon *Global News*, « ces efforts impliqueraient des paiements par l'entremise d'intermédiaires à des candidats affiliés au Parti communiste chinois, le placement d'agents dans les bureaux de députés afin d'influencer la politique, la recherche de cooptation et de corruption d'anciens fonctionnaires canadiens pour obtenir un levier à Ottawa, et le montage de campagnes agressives pour punir les politiciens canadiens que la République populaire de Chine considère comme des menaces à ses intérêts. »

Les médias citent d'anciens responsables du SCRS qui affirment que l'ingérence présumée est due à une législation laxiste qui a laissé des « failles » permettant l'ingérence, lesquelles devraient être éliminées par une nouvelle loi. Différents exemples de ces « opérations d'influence » chinoises sont donnés.

Toutefois, les propos alarmistes ne semblent être que cela, et ni les remarques du SCRS au PROC ni les reportages des médias ne concordent avec l'expérience d'Élections Canada et du commissaire aux élections fédérales, à qui on n'a pas soumis de cas d'infractions à la *Loi électorale du Canada*.

Le directeur général des élections, Stéphane Perrault, a témoigné devant le PROC le 22 novembre. Lorsque le député Michael Cooper lui a demandé : « Est ce que le premier ministre ou un membre de son Cabinet a rapporté ces renseignements au sujet d'une campagne d'ingérence de Pékin ? », Stéphane Perrault a répondu : « Je ne connais pas les détails relatifs à une campagne d'ingérence de Pékin, sauf ce qu'on a pu lire dans les journaux [l'article de *Global News*]. » Lorsqu'il lui a été demandé de préciser « que le premier ministre et les membres de son Cabinet n'ont pas déclaré ces renseignements », Stéphane Perrault a déclaré : « C'est ce que j'ai dit, madame la présidente. Je tiens à rappeler aux membres du Comité que, contrairement au mien, le mandat de la commissaire aux élections fédérales est d'enquêter sur les cas de non-conformité. S'il y a des renseignements qui pourraient donner lieu à une enquête relative à une infraction en vertu de la *Loi électorale du Canada*, ils devraient être transmis à la commissaire aux élections fédérales. » Il a ajouté : « Je n'ai pas reçu de rapport au sujet de cas précis de non-conformité à la loi ou de l'ingérence de la Chine dans les élections » et ne savait pas non plus si la commissaire aux élections fédérales avait reçu un tel rapport.

Quoi qu'il en soit, le SCRS a continué d'être le point de référence des membres du PROC. Lors d'autres questions, le député Ryan Turnbull a demandé à Stéphane Perrault : « À votre avis, est ce que les élections de 2019 étaient justes et libres ? » Le directeur général des élections a répondu : « Madame la présidente, je n'ai aucune raison de croire que les élections, dans leur ensemble, n'étaient pas justes et libres. » Il a répondu à une question complémentaire sur l'élection de 2021 en disant : « À mon avis, il n'y a aucune raison de croire que les élections [celles de 2021] n'étaient pas libres et justes. »

En réponse à d'autres questions allant dans ce sens, Stéphane Perrault a conseillé aux membres du PROC : « Il faut faire attention quant aux articles de journaux et aux médias. Je ne veux pas remettre en cause le travail journalistique, mais il n'y a pas eu d'enquête. On ne sait pas ce qui est arrivé ni quelles circonscriptions sont visées. On ne sait pas si de l'argent a été donné à des candidats pour leur campagne ou à des fins personnelles. Est-ce qu'on parle de corruption d'individus ou d'influence dans le financement des élections ? Je n'ai pas cette information.

« Il faut donc faire attention, à la lecture d'un article médiatique, avant de se prononcer sur l'équité d'une élection et les conséquences que cela peut entraîner. »

Interrogé par la députée Marie-Hélène Gaudreau à savoir si la *Loi électorale du Canada* est solide, Stéphane Perrault a répondu : « Je pense que nous avons un excellent régime. Cela dit, certains éléments pourraient être améliorés. J'en ai d'ailleurs fait part au Comité et, au besoin, je pourrais en dire plus à cet égard. Somme toute, de façon générale, je pense que notre régime de financement politique fait l'envie d'à peu près tous les autres régimes dans le monde. »

Le site Web de la commissaire aux élections fédérales énumère les accusations portées en vertu de la *Loi électorale du Canada* et de la *Loi référendaire* depuis février 2011. Le dernier résultat inscrit est celui du 10 décembre 2020. Le dernier communiqué de presse, daté du 7 novembre, porte sur « Sept sanctions administratives pécuniaires et un engagement pour des violations à la Loi électorale du Canada ». Ces violations concernaient :

- le chef d'un parti politique pour avoir omis de s'enregistrer en tant que tiers immédiatement après avoir engagé des dépenses de publicité électorale de 500 \$ ou plus pour des messages de publicité électorale diffusés pendant la période électorale, ainsi que pour avoir omis de nommer un agent financier;
- un candidat d'un parti enregistré pour avoir omis de nommer un vérificateur après avoir obtenu plus de 10 % des votes exprimés dans sa circonscription;
- un candidat d'un parti enregistré pour avoir omis de nommer un agent officiel remplaçant; et
- trois agents officiels qui ont omis de produire le rapport de campagne électorale d'un candidat dans le délai requis suivant l'élection générale de 2019.

Aucune de ces violations les plus récentes ne concerne une quelconque forme d'ingérence étrangère dans les élections.

Forum économique oriental à Vladivostok

Le Forum « sur la voie d'un monde multipolaire »



Les délibérations annuelles du Forum économique oriental (FÉO) ont eu lieu à Vladivostok, en Russie, du 5 au 8 septembre, sur le thème « Sur la voie d'un monde multipolaire ». En plus de la Russie, le pays hôte, plus de 7 000 personnes et représentants de médias de 67 pays et territoires ont participé pendant quatre jours à l'événement, ainsi que près de 1 700 représentants d'affaires de 700 entreprises.

Le FÉO est organisé par la Fondation Roscongress, une institution étatique de la Fédération de Russie qui organise « des congrès à l'échelle du pays et de niveau international, des expositions et des événements d'affaires, publics, de jeunes, sportifs et culturels ». Le site web de Roscongress explique que le FÉO a été créé par décret du président Vladimir Poutine le 19 mai 2015 « pour soutenir le développement économique de l'Extrême-Orient russe et étendre la coopération internationale dans la région Asie-Pacifique. »

Sur le plan géographique, la superficie du district fédéral de l'Extrême-Orient de la Russie est de 6 953 millions de kilomètres carrés, plus d'un tiers de l'ensemble de la superficie de la Russie. Ses frontières y sont partagées, au sud, avec la Mongolie et la Chine, au sud-est avec la République populaire démocratique de Corée et le Japon et au nord-est avec l'Alaska. C'est une région riche en ressources naturelles, qui produit 98 % des diamants russes, 80 % de son étain, 90 % des matériaux à base de borax, 50 % de l'or, 14 % du tungstène et 40 % du poisson et des fruits de mer. Près d'un tiers des réserves de charbon de la Russie et des ressources en hydro-ingénierie y sont situées.



Les événements du FÉO comprennent des « panels, des tables rondes, des débats télévisés, des petits-déjeuners d'affaires et des dialogues d'affaires consacrés aux relations de la Russie avec divers pays. Le programme d'affaires du forum comprend des dialogues d'affaires avec les principaux pays partenaires de la région de l'Asie-Pacifique et avec l'ASEAN [l'Association des nations de l'Asie du sud-est], l'organisation qui joue un rôle clé dans l'intégration et l'unité des nations en voie de développement dynamique en Asie du Sud-Est ».

Le forum de cette année comprenait aussi des activités culturelles et sportives, ainsi que des programmes pour la jeunesse et les peuples autochtones.

Le FÉO indique que, cette année, « les délégations étrangères les plus nombreuses étaient celles représentant la Chine, le Myanmar, la Mongolie, l'Inde, l'Arménie et la Corée du Sud ». Il souligne aussi que plusieurs pays y ont participé pour la première fois, notamment l'Algérie, le Ghana, la République dominicaine, la République populaire de Donetsk, la Zambie, le Cameroun, le Libéria et l'Ouganda. Le forum a aussi souligné la participation de 15 représentants étrangers « de haut niveau », dont plusieurs premiers ministres, ainsi que de 11 dirigeants de corps diplomatiques. Plus de 50 représentants gouvernementaux du pays hôte, la Russie, y ont participé.

Cette année, le thème du FÉO reflète le désir de la Russie et d'autres pays d'exercer leur souveraineté sur leurs propres affaires, libres de toute coercition dictant avec quel pays ils peuvent ou ne peuvent pas entretenir des relations commerciales et diplomatiques. La Russie en particulier subit une pression accrue en ce moment de la part de l'impérialisme américain et de ceux qui pratiquent l'apaisement avec lui, dont le Canada, sous la forme de sanctions économiques visant à isoler la Russie des autres pays.

L'événement clé du forum a été la session plénière, où différents dirigeants mondiaux ont participé en personne ou par lien vidéo. Le président Poutine, dans son allocution à la plénière, a mis l'accent sur les relations internationales de la Russie. Il a souligné que des « changements irréversibles, qu'on pourrait même qualifier de tectoniques, se sont produits récemment dans l'ensemble du système des relations internationales. Le rôle d'États et de régions dynamiques et prometteurs dans le monde et, avant tout bien sûr, la région de l'Asie-Pacifique, s'est développé considérablement. Ces pays sont devenus de nouveaux centres de croissance économique et technologique et des centres d'intérêt pour les ressources humaines, le capital et les industries ».

Poutine a expliqué ce qu'est la multipolarité promue par le FÉO en opposition à « l'ordre international fondé sur des règles » préconisé par les États-Unis et leurs alliés. Il a aussi parlé de

l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, de ses exportations alimentaires et d'énergie et des dommages causés aux pays européens par les sanctions exercées contre la Russie, parmi d'autres sujets.

Les autres dirigeants mondiaux voient le FÉO comme une tribune permettant de développer des relations internationales fondées sur le respect et l'avantage réciproque. Par exemple, le premier ministre du Vietnam, Pham Minh Chinh, a souligné l'importance du forum qui favorise la coopération internationale, contribuant ainsi à la stabilité, à la coopération et au développement dans la région de l'Asie-Pacifique et dans le monde. À la lumière des difficultés et des défis auxquels l'économie et le commerce mondiaux sont confrontés, le Vietnam préconise la consolidation d'une économie indépendante et subvenant à ses besoins et une intégration substantielle dans la communauté internationale, a-t-il dit. Il a ajouté que le Vietnam attache une grande importance au partenariat stratégique global qu'il entretient avec la Russie.

En plus de la plénière, une centaine de sessions ont aussi eu lieu dans le cadre du programme d'affaires du FÉO, touchant à six sujets ou piliers :

- **La place de la Russie dans le monde : les diamants sont produits sous pression** : touchant à l'état actuel et futur des relations internationales et du développement de l'économie, des investissements et des industries, et des autres sphères de la vie en Russie.

- **La division mondiale du travail : des anciennes aux nouvelles connections** : touchant à l'avenir de secteurs individuels de l'économie russe et « l'ampleur des tâches stratégiques auxquelles le pays fait face alors qu'une nouvelle architecture de l'ordre mondial émerge ».

- **Les marchés financiers** : qu'est-ce qui possède une valeur lorsque la confiance est absente ? : touchant la recherche de « solutions efficaces dans le secteur bancaire, le développement de la finance numérique, la création de portefeuilles anti-crisis pour garantir la stabilité des budgets régionaux de l'Extrême-Orient, et l'équilibre des devises mondiales dans le contexte des nouvelles réalités ».

- **Créer une nouvelle qualité de vie pour le peuple** : touchant à l'éducation, les soins de santé, le sport et la culture. Les orateurs ont déclaré que les ressources humaines sont le principal capital de l'Extrême-Orient et que leur potentiel doit être développé. Un élément notable du quatrième pilier est le tourisme, plus particulièrement le développement du tourisme en Russie orientale, où « Vladivostok [deviendrait] la porte d'entrée de la Russie au tourisme international pour la région de l'Asie-Pacifique ».

- **Chacun sa route : la logistique d'un monde transformé** : touchant au développement de la Ligne principale Baïkal-Amour et du Chemin de fer transsibérien, un nouveau système d'approvisionnement pour assurer les livraisons vers le nord de la Russie, le passage du Nord-Est et le développement de l'infrastructure aéroportuaire pour assurer l'accessibilité de l'aérotransport de l'Extrême-Orient et de l'Arctique.

- **Le patriotisme plutôt que la tolérance** : les orateurs ont examiné des sujets tels que l'éducation des patriotes russes dans les nouvelles écoles du futur, les directives anti-crisis pour la formation du personnel professionnel et la maîtrise de nouvelles compétences pour l'économie du futur ainsi que la capacité de soutenir efficacement le réseautage, les projets de leadership, les innovations et les initiatives en enseignement.

Les délibérations d'autres instances ont aussi eu lieu dans le cadre du FÉO, dont une réunion du Conseil suprême de l'industrie des mines de la Russie. Le Conseil de l'Arctique a aussi organisé plusieurs sessions. La Russie préside au conseil (2021-2023), un organisme qui comprend aussi les États-Unis et le Canada.

D'autres discussions au FÉO dignes de mention ont eu lieu en lien avec l'Organisation de

coopération de Shanghai (OCS), une instance eurasiennne gérant les relations coopératives entre la Chine, la Russie et les États de l'Asie centrale, ainsi qu'avec l'ASEAN, sur le front de la politique, de l'économie et de la sécurité.

Le FÉO rapporte que l'événement de cette année a donné lieu à la signature d'un nombre sans précédent d'ententes d'investissements ainsi que de protocoles et d'ententes de principe. Au total, 296 ententes ont été conclues, pour une valeur de 3,272 billions de roubles (54 milliards de dollars US), comprenant des ententes pour des projets d'infrastructures et de transport, le développement d'importants gisements de minerais, ainsi que de projets touchant à la construction, l'industrie et l'agriculture.

Les ententes les plus nombreuses selon les secteurs sont :

- développement socioéconomique des régions : 80
- éducation et science : 35
- transport et logistique : 33
- industrie et construction : 29
- investissement et secteur bancaire : 17
- hautes technologies et télécommunications : 16
- protection de l'environnement et de la nature : 15
- coopération internationale : 15

Le FÉO est un exemple de plus que les tentatives des impérialistes américains et de leurs collaborateurs d'imposer leur conception du monde étroite et antihumaine ainsi que leurs visées hégémoniques aux peuples du monde, notamment de les entraîner dans des préparatifs de guerre et des agressions menées contre les pays qu'ils considèrent leurs rivaux, ne tiendront pas la route. Les peuples cherchent et créent des alternatives qui servent leurs propres intérêts.

Les remarques principales du gouvernement russe sur les événements actuels

Le président russe Vladimir Poutine s'est adressé à la session plénière du Forum économique oriental le 7 septembre. Il a profité de l'occasion pour présenter le point de vue du gouvernement russe sur plusieurs questions importantes, notamment le forum de cette année et son thème, à la fois dans son discours et dans la période de questions et réponses qui a suivi.

Le président Vladimir Poutine a noté l'importance croissante de la région extrême-orientale de la fédération de Russie sur le plan international : « La Russie a vu le monde se diviser entre nations amies et nations hostiles. Il se trouve qu'il y a beaucoup plus de pays amis à l'Est, et l'Extrême-Orient a désormais un rôle plus important à jouer. Nous devrions probablement revoir son importance. L'Extrême-Orient est désormais une porte d'accès à la Russie pour tous les pays de l'Est. Aujourd'hui, nous allons examiner si la région est prête à faire face aux changements rapides qui sont en cours - conformément au titre de notre forum - sur la voie d'un monde multipolaire. » Il a longuement parlé des programmes et des mesures pratiques que le gouvernement russe met en oeuvre pour attirer des travailleurs de tous les secteurs dans sa région extrême-orientale et accélérer son développement social, économique et culturel.

Le président a estimé que si, l'année dernière, le monde était préoccupé par la pandémie de coronavirus et son rétablissement, cette situation « a fait place à de nouveaux défis, des défis d'ordre mondial qui menacent le monde dans son ensemble. Je fais référence à la frénésie occidentale de sanctions et aux tentatives ouvertes et agressives d'imposer le mode de comportement occidental à d'autres pays, d'éteindre leur souveraineté et de les plier à sa volonté. En

fait, il n'y a rien d'inhabituel à cela : cette politique est menée par 'le collectif de l'Occident' depuis des décennies ».

Il a décrié l'arbitraire et la nature intéressée de « l'ordre international fondé sur des règles » promu par les États-Unis et d'autres pays, affirmant qu'ils cherchent « à préserver l'ordre mondial d'hier qui leur profite et à forcer tout le monde à vivre selon ces fameuses 'règles', qu'ils ont eux-mêmes concoctées. Ce sont également eux qui violent régulièrement ces règles, les modifiant selon leur ordre du jour en fonction de l'évolution de la situation à un moment donné. En même temps, d'autres pays ne se sont pas montrés coopératifs lorsqu'il s'agit de se soumettre à ce diktat et à cette règle arbitraire, ce qui a obligé les élites occidentales, pour dire les choses crûment, à perdre pied et à prendre des décisions irrationnelles et à courte vue en matière de sécurité, de politique et d'économie mondiales. Toutes ces décisions vont à l'encontre des intérêts des pays et de leurs populations, y compris, d'ailleurs, des populations de ces pays occidentaux. »

« La vision [de la Russie] d'un ordre multipolaire est celle d'un monde qui doit être plus juste, un monde qui ne devrait pas être basé sur le diktat d'un seul pays, qui s'imagine être le représentant de Dieu sur Terre, ou peut-être même plus haut, et construit toute sa politique sur sa prétendue exclusivité », a-t-il expliqué.

En ce qui concerne l'opération militaire spéciale de la Russie en Ukraine, le président Vladimir Poutine l'a décrite comme une réponse du tac au tac au coup d'État soutenu par les États-Unis en Ukraine en 2014 et à d'autres activités hostiles dirigées contre la Russie depuis l'Ukraine depuis lors. « Je tiens à souligner une fois de plus que nous n'avons rien commencé en termes d'opérations militaires. Nous essayons seulement de mettre fin aux hostilités », a-t-il déclaré. Il a donné l'évaluation que le principal gain de la Russie de l'opération est « une souveraineté plus forte ».

« La Russie est un pays souverain et nous protégerons toujours nos intérêts nationaux tout en poursuivant une politique indépendante », a dit Vladimir Poutine. La Russie apprécie les mêmes qualités chez ses partenaires qui se sont montrés fiables et responsables au fil des années de coopération en matière de commerce, d'investissement et dans d'autres domaines, a-t-il ajouté, faisant notamment référence aux pays de la région Asie-Pacifique.

Il a dit que « l'écrasante majorité des pays de la région Asie-Pacifique juge inacceptable la logique destructrice des sanctions et que les relations commerciales [au sein de la région] sont fondées sur l'avantage réciproque », ce qui constitue « l'énorme avantage concurrentiel de la région et la clé de son développement dynamique à long terme ».

Concernant les sanctions visant la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine, le président Poutine a dit : « La Russie fait face à l'agression économique, financière et technologique de l'Occident. »

De manière générale, « la situation la plus difficile [dans l'économie du pays] a été dépassée. La situation se normalise », bien que certains problèmes subsistent « dans plusieurs industries et régions, dans des entreprises individuelles du pays, en particulier celles qui étaient liées aux approvisionnements provenant de l'Europe ou qui lui fournissaient leurs produits ».

En ce qui concerne les restrictions de visa à l'encontre des citoyens russes, dans le cadre des sanctions contre la Russie suite à son opération militaire spéciale en Ukraine, le président Poutine a affirmé que la Russie ne devrait pas répondre de la même manière. Ainsi, la Russie ne coupera pas les contacts avec les pays occidentaux, y compris dans les domaines de la culture, de l'éducation et du sport. « Ceux qui le font [ainsi] ne nous isolent pas, ils s'isolent eux-mêmes », a déclaré Vladimir Poutine.

Sur la question du plafonnement européen des prix des importations de gaz russe, le président Poutine a également dénoncé une autre décision à courte vue. La Russie n'a aucun problème avec l'exportation de ses ressources énergétiques, car le gaz livré depuis la Russie par des gazoducs « est plusieurs fois plus compétitif que le gaz naturel liquéfié transporté par voie maritime », a-t-il dit.

En ce qui concerne le soutien de l'UE et de certains autres pays européens aux sanctions contre la Russie, le président Poutine a souligné que « l'Europe est sur le point de jeter dans la fournaise des sanctions les résultats qu'elle a obtenus dans le développement de sa capacité manufacturière, de la qualité de vie de sa population et de la stabilité socioéconomique, en épuisant son potentiel, comme le veut Washington, au nom de la fameuse unité euro-atlantique. En fait, cela revient à faire des sacrifices au nom de la préservation de la domination des États-Unis dans les affaires mondiales. »

Concernant l'accord conclu avec la Turquie en juillet pour faciliter les exportations de céréales de Russie et d'Ukraine, le président Poutine a expliqué :

« Officiellement, les sanctions sur nos engrais et nos denrées alimentaires ont été levées, mais en réalité certaines restrictions subsistent. Il s'agit d'une situation compliquée et insidieuse. Il semble qu'il n'y ait pas de sanctions directes affectant nos produits, et pourtant il existe des restrictions concernant la logistique, l'affrètement de navires, les transferts d'argent et les assurances. Nombre de ces restrictions persistent, même s'il faut reconnaître les efforts du secrétaire général des Nations unies et des Nations unies en général : en ce qui concerne l'affrètement de navires, de nombreuses restrictions sont levées malgré les sanctions imposées aux ports d'où nous expédions des marchandises. Néanmoins, ce secteur est libéré des restrictions et les navires peuvent déjà faire escale dans nos ports. La situation s'améliore donc.

« Il existe encore certaines restrictions qui nous empêchent de faire en sorte que les intérêts de tous les consommateurs sur les marchés alimentaires mondiaux soient servis. Par conséquent, les prix sur les marchés mondiaux augmentent. Mais nous espérons que les restrictions restantes seront levées. »

Il a poursuivi en disant que les restrictions touchant ces exportations de céréales signifient que les pays africains que la Russie avait promis d'approvisionner en céréales ont également été trompés par ces arrangements.

(Traduction des citations par LML. Avec des informations de TASS et du Bureau du président de la Russie.)

Discussion concernant l'Organisation de coopération de Shanghai et la multipolarité

Voici des extraits d'un article de Pepe Escobar concernant les discussions sur l'Organisation de coopération de Shanghai qui ont eu lieu lors du Forum économique oriental (FÉO) de cette année. L'Organisation de coopération de Shanghai est un organisme eurasiatique qui traite des questions relatives aux préoccupations politiques, économiques et sécuritaires mutuelles de ses pays membres.

Escobar écrit :

« Ayant lieu seulement deux semaines avant un autre rassemblement annuel essentiel – le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) à Samarkand – il n'est pas étonnant que certaines des principales discussions du FÉO tournent autour de l'interpolation économique croissante entre l'OCS et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

[...]

« On peut dire que la discussion principale de ce mardi [6 septembre] au forum était centrée sur le rôle de l'OCS.

« Outre les membres à part entière actuels – la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan, quatre pays d'Asie centrale (le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan) et la récente

adhésion de l'Iran - pas moins de 11 autres pays souhaitent adhérer à l'Organisation, de l'Afghanistan, pays observateur, à la Turquie, partenaire au dialogue.

« Grigory Logvinov, le secrétaire général adjoint de l'OCS, a souligné que le potentiel économique, politique et scientifique des acteurs constituant le 'centre de gravité ' de l'Asie – plus d'un quart du PIB mondial, 50 % de la population mondiale – n'a pas encore été pleinement exploité.

« Kirill Barsky, de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, a expliqué comment l'OCS est en fait le modèle de multipolarité, selon sa charte, par rapport à la toile de fond des ' processus destructeurs ' lancés par l'Occident.

« Et cela conduit à l'ordre du jour économique vers le progrès de l'intégration eurasiennne, avec l'Union économique eurasiatique (UEEA) dirigée par la Russie qui agit comme le partenaire le plus important de l'OCS.

« Kirill Barsky identifie l'OCS comme 'la structure eurasiennne centrale qui forme l'ordre du jour de la Grande Eurasie au sein d'un réseau d'organisations en partenariat '. C'est là qu'intervient l'importance de la coopération avec l'ASEAN.

« Kirill Barsky ne pouvait pas ne pas évoquer Mackinder, Spykman et Brzezinski, qui considéraient l'Eurasie 'comme un objet sur lequel les États occidentaux devaient agir selon leurs souhaits, confiné à l'intérieur du continent, loin des rives des océans, afin que le monde occidental puisse dominer dans une confrontation globale sur terre et sur mer. L'OCS telle qu'elle s'est développée peut triompher de ces concepts négatifs. '

« Et là, on touche à une notion largement partagée de Téhéran à Vladivostok :

« L'Eurasie non plus comme 'un objet de colonisation par 'l'Europe civilisée' mais à nouveau comme un agent de la politique mondiale.'

« Sun Zuangzhi, de l'Académie chinoise des sciences sociales (CASS), a expliqué l'intérêt de la Chine pour l'OCS. Il s'est concentré sur les réalisations : au cours des 21 années qui se sont écoulées depuis sa fondation, un mécanisme visant à établir la sécurité entre la Chine, la Russie et les États d'Asie centrale a évolué vers des 'mécanismes de coopération à plusieurs niveaux et multisectoriels'.

« Au lieu de 'se transformer en un instrument politique', l'OCS devrait capitaliser sur son rôle de forum de dialogue pour les États ayant une histoire difficile de conflits – 'les interactions sont parfois difficiles' – et se concentrer sur la coopération économique 'sur la santé, l'énergie, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté. '

« Rashid Alimov, un ancien secrétaire général de l'OCS [...] a souligné les 'grandes attentes' des nations d'Asie centrale, le noyau de l'organisation. L'idée de départ demeure – fondée sur l'indivisibilité de la sécurité à un niveau transrégional en Eurasie.

[...]

« L'Asie centrale n'ayant pas de débouché sur la mer, il est inévitable, comme l'a souligné Alimov, que la politique étrangère de l'Ouzbékistan privilégie la participation à l'accélération du commerce intra-OCS. Si la Russie et la Chine sont les principaux investisseurs, l'Iran joue désormais un rôle important. Plus de 1 200 entreprises iraniennes travaillent en Asie centrale '

[...]

« Sergey Storchak, de la banque russe VEB, a expliqué le fonctionnement du 'consortium interbancaire de l'OCS'. Les partenaires ont utilisé 'une ligne de crédit de la Banque de Chine' et veulent signer un accord avec l'Ouzbékistan. Le consortium interbancaire de l'OCS sera dirigé à

tour de rôle par les Indiens – et ils veulent améliorer leur intervention. Lors du prochain sommet de Samarcande, Storchak s'attend à une feuille de route pour la transition vers l'utilisation des monnaies nationales dans le commerce régional.

« Kumar Rajan, de l'École d'études internationales de l'Université Jawaharlal Nehru, a présenté la position indienne. Il est allé droit au but : 'L'Inde veut un XXI^e siècle asiatique. Une coopération étroite entre l'Inde et la Chine est nécessaire. Elles peuvent faire en sorte que le siècle asiatique se réalise.'

« Kumar Rajan a fait remarquer que l'Inde ne considère pas l'OCS comme une alliance, mais la considère engagée dans le développement et la stabilité politique de l'Eurasie.

« Il a souligné le point crucial de la connectivité, à savoir que l'Inde 'travaille avec la Russie et l'Asie centrale avec l'INSTC' – le corridor international de transport Nord-Sud – et l'une de ses principales plaques tournantes, le port de Chabahar en Iran : 'L'Inde n'a pas de connectivité physique directe avec l'Asie centrale. L'INSTC bénéficie de la participation d'une compagnie maritime iranienne de 300 navires, qui assure la liaison avec Mumbai. Le président Vladimir Poutine, lors de la [récente] réunion de la Caspienne, a fait directement référence à l'INSTC'.

« De manière cruciale, l'Inde soutient non seulement le concept russe de partenariat de la Grande Eurasie, mais s'est engagée dans la mise en place d'un accord de libre-échange avec l'UEEA [...].

« Dans toutes les interventions nuancées ci-dessus, certains thèmes sont constants. Après le désastre de l'Afghanistan et la fin de l'occupation américaine dans ce pays, on ne saurait trop insister sur le rôle stabilisateur de l'OCS. Une feuille de route ambitieuse pour la coopération est indispensable – elle sera probablement approuvée lors du sommet de Samarkand. Tous les acteurs passeront progressivement au commerce en monnaies bilatérales. Et la création de corridors de transit conduit à l'intégration progressive des systèmes de transit nationaux. »

(Traduction des citations par LML)

La 77^e session de l'Assemblée générale des Nations unies qualifiée de « tournant décisif »

La session de l'ONU entravée par les crises mondiales



Le président de l'Assemblée générale des Nations unies, Csaba Körösi, lors de l'ouverture de la 77^e session

La 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) s'est tenue au siège de l'ONU à New York du 13 au 26 septembre sous le thème « Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis intriqués ». L'ONU indique : « Le thème découle de la reconnaissance que le monde se trouve à un moment critique de l'histoire des Nations Unies, en raison de crises complexes et interconnectées, notamment la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, des défis humanitaires de nature sans précédent, un point de basculement des changements climatiques, ainsi que les préoccupations croissantes concernant les menaces qui pèsent sur l'économie mondiale. » Pendant que l'AGNU était en session, outre le débat général de haut niveau du 20 septembre, divers comités de l'ONU ont examiné et fixé leur travail pour la période à venir.

Plus de 150 pays ont participé à l'AGNU, dont le Canada, représenté par le Premier ministre Justin Trudeau, la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly et d'autres. Chaque jour, divers chefs d'État ou leurs représentants se sont adressés à l'Assemblée générale sur des sujets de préoccupation.

Dans son discours, avant le début du débat général de haut niveau sur les questions qui a débuté le 20 septembre, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré : « Nous naviguons sur une mer agitée. Un hiver de mécontentement mondial se profile à l'horizon. Une crise du coût de la vie fait rage. La confiance s'effrite. Les inégalités explosent. La planète est en feu. Les gens souffrent – et les plus vulnérables sont les plus touchés. » Il a ajouté que le monde est « bloqué par un énorme dysfonctionnement mondial ». Il a dit : « La communauté internationale n'est pas prête ni disposée à s'attaquer aux grands drames de notre époque. Ces crises menacent l'avenir même de l'humanité et le destin de notre planète. » Il a ajouté qu'« aucune puissance ou groupe ne peut mener la barque tout seul. Aucun grand problème mondial ne peut être résolu par une coalition de volontaires ». Il a appelé à l'unité des nations et des peuples dans une « coalition mondiale » afin de résoudre en coopération les problèmes auxquels l'humanité est confrontée.

Les commentaires du secrétaire général Guterres reflètent les crises dans lesquelles l'ONU est embourbée. Lorsque l'ONU a été fondée en 1945, avec une composition initiale de 51 pays, son objectif était de permettre aux nations du monde de travailler ensemble au « maintien de la paix et de la sécurité internationales, au développement de relations amicales entre les nations et à la promotion du progrès social, de l'amélioration du niveau de vie et des droits de l'homme ».

Dès le départ, les impérialistes anglo-américains n'ont pas permis à l'ONU de fonctionner et ont mis en place leurs propres organisations, comme l'OTAN, pour dominer le monde et asservir les peuples. C'est le principal obstacle qui a fait que l'ONU est aujourd'hui en crise et dysfonctionnelle.

Ce qu'il faut, c'est que les peuples du monde, y compris les Canadiens, renouvellent l'ONU et rétablissent les objectifs de l'ONU et de sa Charte dans les conditions actuelles. Cela signifie s'opposer à l'impérialisme anglo-américain, à l'agression et à la guerre dans l'intérêt de la diplomatie et des relations pacifiques entre les nations et les peuples, fondées sur l'égalité et le respect.

Déjà, de nombreux pays d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine contestent l'hégémonie des États-Unis et de leurs alliés à l'ONU sur des questions telles que la guerre en Ukraine, et d'autres façons. Cela reflète l'aspiration à un nouvel ordre mondial fondé sur la paix.

(Avec des informations de l'ONU)

La posture du Canada pour dissimuler son rôle international négatif

D'après les informations publiées sur le site web du premier ministre Justin Trudeau qui font le bilan de sa participation, du 13 au 16 septembre, à la session de l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU), celui-ci est un homme d'action. « Le premier ministre prend des mesures à l'Assemblée

générale des Nations unies » est le titre du communiqué de presse émis par le bureau du premier ministre.

« Il a travaillé de près avec nos partenaires mondiaux pour aborder les plus grands défis auxquels le monde est confronté et améliorer la vie des gens. Il a fait progresser les travaux dans des domaines importants comme la santé, la sécurité alimentaire et l'action climatique. Il a également conjugué ses efforts à ceux de ses partenaires pour continuer de soutenir l'Ukraine face à l'invasion illégale et injustifiable de celle-ci par le président Poutine et de contrer les faux récits et la désinformation de la Russie », peut-on y lire.

Vient ensuite une liste des sommes d'argent qu'il a dépensées, une indication claire de ce que le gouvernement Trudeau préconise au cours de la présente session parlementaire qui a débuté le 15 septembre. Rien de tout cela n'est de bon augure pour les Canadiens au nom duquel le gouvernement concentre de plus en plus de pouvoirs entre ses mains pour tout décider au nom d'intérêts privés étroits et de la machine de guerre des États-Unis. Le communiqué dit :

« En marge de l'AGNU, le premier ministre Trudeau a annoncé un nouveau financement de 1,21 milliard de dollars lors de la conférence d'annonces de contributions organisée par le président des États-Unis, M. Biden, dans le cadre de la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ce financement, qui représente une augmentation de 30 % par rapport à la contribution précédente, contribuera à la lutte contre ces maladies et aidera à atteindre l'objectif du Fonds mondial de sauver 20 millions de vies au cours des trois prochaines années.

« Le premier ministre a annoncé que 100 millions de dollars du financement qui avait été annoncé sera affecté au dispositif de riposte à la COVID-19 du Fonds mondial pour aider les pays à atténuer les répercussions de la COVID-19 sur les programmes de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme et à apporter de toute urgence des améliorations aux systèmes de santé et aux systèmes communautaires. Il a également annoncé qu'une somme de 55 millions de dollars avait été fournie à des partenaires pour atténuer les répercussions de la pandémie de COVID-19 et réaliser des progrès au chapitre de la santé mondiale et de la santé sexuelle et reproductive.

« Le premier ministre Trudeau a également participé au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, où il a souligné les efforts soutenus déployés par le Canada pour s'attaquer à la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Il a également annoncé l'octroi d'un financement humanitaire de 245 millions de dollars aux organisations onusiennes, canadiennes et internationales qui oeuvrent à faire en sorte que personne ne souffre de la faim. ...

« [Le premier ministre] a organisé une réunion avec des partenaires des Caraïbes et de la région pour continuer de promouvoir les moyens par lesquels la communauté internationale peut aider à soutenir la stabilité et le développement durable d'Haïti. Lors de cette réunion, il a annoncé une contribution de 20 millions de dollars au Fonds d'affectation spéciale multipartenaires du Programme des Nations unies pour le développement afin de soutenir les efforts de reconstruction en Haïti après le séisme. »

Selon le communiqué, il aurait fait face « à la montée de la haine et de l'extrémisme violent » et « souligné le leadership solide dont fait preuve le Canada au chapitre de l'action climatique et de la crise mondiale de la biodiversité ».

Il s'avère que le premier ministre est également coprésident du « Groupe des défenseurs des Objectifs de développement durable des Nations unies », et lors de cette réunion, il a « souligné l'engagement du Canada à améliorer la vie des gens, notamment en faisant la promotion de l'égalité des sexes. Il a annoncé une contribution de 10 millions de dollars sur trois ans à l'appui de l'initiative Investir dans la garde d'enfants pour garantir l'accès à des services de garde abordables et de qualité dans les pays à revenu faible et intermédiaire du monde entier, ce qui permettra d'éliminer l'un des principaux obstacles à la participation des femmes à l'économie ».

Toute cette posture de membre responsable de la communauté internationale semble lui avoir mérité une rencontre individuelle avec le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. « L'engagement du Canada de verser 1,21 milliard de dollars en nouveaux fonds au Fonds mondial représente une augmentation de 30 % par rapport à notre engagement précédent », lit-on dans le communiqué du bureau du premier ministre. L'appui du Canada à la machine de guerre des États-Unis a mérité à Justin Trudeau une place de choix « à une réception de bienvenue à l'intention des chefs de délégation donnée par le président des États-Unis d'Amérique, Joe Biden, et madame Biden. De plus, il a participé à une table ronde de dirigeants sur l'importance de débloquent et de réaliser les avantages d'une croissance inclusive de l'emploi. L'activité était organisée par la Clinton Global Initiative et animée par la secrétaire Hillary Rodham Clinton ».

Justin Trudeau a aussi rencontré le président de la Moldavie, le président de la République de Surinam et la présidente de la Commission de l'Union européenne, Ursula von der Leyen.

Compte-tenu des problèmes très graves auxquels l'humanité est confrontée, la posture de Trudeau pour s'accorder de l'importance et une certaine stature ne réussissent qu'à révéler à quel point il est un personnage banal. Le Canada ne joue pas un rôle positif à l'ONU ni dans l'arène internationale. Tant que les États-Unis mèneront le bal et que le Canada participera à ses visées destructrices, il en sera ainsi. Tout comme pour l'administration américaine, peu importe qui est au pouvoir, le Canada concentre les pouvoirs de police dans un nombre très restreint de mains privées. Il cherche à tout prix à être au service de la machine de guerre des États-Unis en lui fournissant ressources, armes, espace aérien, territoire, argent, forces armées – tout ce qui répond aux besoins des États-Unis.

Le gouvernement agit avec incohérence et témérité, espérant que personne ne le remarquera ou que ceux qui le font ne peuvent rien y faire. Personne n'est censé discuter du fait que l'ordre constitutionnel hérité du passé ne sert plus les pouvoirs en place qui n'ont aucune intention d'en instaurer un nouveau. Il est clair que ceux qui occupent des positions de pouvoir et de privilège ne cherchent qu'à profiter du moment et, pendant ce temps, et le monde peut aller en enfer pour ce qu'ils en ont à faire.

L'humanité, cependant, a un autre plan et elle se bat sur tous les fronts pour son droit d'être. C'est une humanité, une lutte avec une seule conscience de son droit d'être et de prévaloir !

L'initiative «Tech Against Terrorism» est une nouvelle atteinte au droit de conscience au nom de grands idéaux

– Peggy Morton –

Le premier ministre Justin Trudeau a participé au « Sommet des leaders » de l'Appel à l'action de la communauté de Christchurch à New York le 20 septembre. Le sommet a réuni « des gouvernements, des fournisseurs de services en ligne, la société civile et des organisations partenaires » [1] et était fermé à la presse.

Dans une déclaration publiée par le Cabinet du premier ministre le 21 septembre, intitulée « Le premier ministre prend des mesures à l'Assemblée générale des Nations unies », on lit : « Pour faire face à la montée de la haine et de l'extrémisme violent, le premier ministre a également participé au Sommet 2022 de l'Appel à l'action de Christchurch, où il a souligné l'engagement du Canada à éliminer le contenu terroriste et extrémiste violent en ligne. Il a annoncé l'octroi d'un nouveau financement pouvant atteindre 1,9 million de dollars sur trois ans à l'organisme Tech Against Terrorism pour mener à bien la phase 2 de sa plateforme d'analyse de contenu terroriste (PACT), un outil en ligne sécurisé qui aide les petites et moyennes plateformes en ligne à cerner et à contrer le contenu terroriste. »

« Ce financement est rendu possible grâce au Fonds pour la résilience communautaire (FRC) du Centre canadien d'engagement communautaire et de prévention de la violence, qui accorde son soutien aux partenariats et à l'innovation dans la lutte à la radicalisation menant à la violence au Canada », lit-on dans un communiqué de presse publié par Marco Mendicino, ministre de la Sécurité publique.

Le même jour, Trudeau a tweeté : « Nous devons faire face à la montée de la haine et de l'extrémisme violent. Au sommet de Christchurch Call, j'ai annoncé que le Canada financera un nouvel outil qui aide les petites et moyennes plateformes en ligne à mieux identifier et contrer le contenu lié au terrorisme et à l'extrémisme violent. »

« Tech Against Terrorism » est une initiative lancée et soutenue par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations unies, qui travaille avec l'industrie mondiale de la technologie pour combattre l'utilisation d'Internet par les terroristes tout en respectant les droits humains, dit-on aux Canadiens.

Le communiqué de presse indique que le financement vise le « contenu terroriste vérifié ». Le communiqué précise : « Devant cette facilité d'accès à l'information, le gouvernement du Canada a à coeur de veiller à ce que tant les médias sociaux que les autres plateformes en ligne ne servent pas d'outils pour préconiser, publier et promouvoir le terrorisme, la violence et la haine. »

Ailleurs, Trudeau fait aussi référence à la prévention des « contenus préjudiciables en ligne ». Rien de tout cela n'est discuté avec le public.

Le financement supplémentaire fourni par le gouvernement Trudeau pour la phase deux de la plateforme permettra d'étendre les capacités de détection et d'évaluation d'encore plus de types de contenu dans une gamme encore plus vaste de plateformes, et aidera à développer un outil de modération de contenu pour prêter main-forte aux petites entreprises technologiques à retirer rapidement tout contenu terroriste, selon le communiqué de presse. Aucune information n'est fournie quant à ce que l'on entend par « encore plus de types de contenu ».

La question ici n'est pas si les actes terroristes, racistes, misogynes et homophobes doivent être poursuivis et punis. Bien sûr qu'ils doivent l'être, qu'ils soient commis par des individus, des organisations ou l'État lui-même. La question est qui décide, sur la base de définitions, de critères et de processus acceptés, que l'acte d'un individu ou d'une organisation constitue du terrorisme ou une incitation au terrorisme. En outre, l'amalgame entre le terrorisme et la violence, la haine ou le préjudice, comme s'ils étaient identiques, revient à déclarer que la PACT doit être utilisée pour interdire tout discours selon ce que décident les entités étatiques et les puissants intérêts privés. C'est l'« ordre international fondé sur des règles » dans lequel ceux qui établissent les règles décident du crime et du châtement, et prétendent que ce qui constitue de graves violations du droit de parole au moyen de décisions arbitraires sur lesquelles les gens n'ont aucun contrôle gardera les Canadiens en sécurité.

Des intérêts privés d'une puissance obscène, comme Facebook, Google, Twitter et Microsoft, se voient conférer le pouvoir de décider qui et quel discours doit être interdit en fonction de critères secrets sur lesquels les Canadiens n'ont aucun contrôle. Même l'identité de ceux qui sont déclarés hors-la-loi et sur quelle base reste secrète. Il n'y a aucun appel, et encore moins de réparation pour les organisations et les individus diffamés et accusés à tort de tels crimes. Permettre une telle désignation en utilisant des pouvoirs de police sur lesquels le peuple n'exerce aucun contrôle est une grave violation du droit de conscience. Dire, comme le fait le gouvernement, que cela garde les Canadiens en sécurité et renforce la primauté du droit est absurde.

« Tech Against Terrorism »

« Tech Against Terrorism » est décrit sur son site web comme la deuxième phase d'un projet

conjoint entre la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations unies (DECT) et l'ONG suisse ICT4Peace, avec le soutien des leaders de l'industrie des TIC [technologies de l'information et des communications].

Le site web de TCAP indique que son objectif est le suivant : « Nous suivons, vérifions, analysons et lançons l'alerte sur les contenus terroristes sur Internet. Nous rassemblons la plus grande base de données au monde de contenus terroristes vérifiés, collectés en temps réel à partir de canaux terroristes vérifiés sur des plateformes de messagerie et des applications. Nous soutenons les petites plateformes technologiques pour améliorer la modération du contenu....

« La TCAP automatise la détection et la suppression rapides des contenus terroristes vérifiés sur les plateformes technologiques, grâce au travail de nos experts en intelligence aux sources ouvertes et aux processus basés sur l'IA. La TCAP se concentre principalement sur les petites plateformes technologiques qui n'ont pas toujours la capacité de modérer le contenu terroriste par des processus automatisés, ce qui signifie que le contenu terroriste est plus susceptible de rester en ligne et de se propager davantage. Les archives de la TCAP visent à conserver un registre de tous les contenus afin de protéger les droits de la personne et de soutenir la recherche universitaire. »

Le site web indique que depuis sa création, la TCAP a émis 20 258 alertes à 72 plateformes technologiques concernant 34 entités terroristes au 8 octobre.

Adam Hadley, directeur exécutif de Tech Against Terrorism, a été cité dans *Global News* à propos du fonctionnement de la TCAP. Il a dit que les terroristes partagent généralement leur contenu d'abord sur des plateformes plus petites, et que ces plateformes ont une capacité limitée pour gérer l'« utilisation terroriste » de leurs services. La TCAP alerte rapidement les petites plateformes de ce contenu afin d'empêcher sa propagation avant qu'il ne devienne viral, a-t-il expliqué. Les plateformes recevront une alerte automatisée de contenu « vérifié » et pourront ensuite décider si elles veulent bloquer le contenu.

Les informations sont obtenues par une équipe d'analystes du renseignement de source ouverte (OSINT) et de « racleurs automatisés » qui extraient les données des plates-formes identifiées par l'OSINT, puis transfèrent les liens pertinents vers la TCAP.

La TCAP archive le contenu qu'elle recueille pour ce que son site web décrit comme des « objectifs académiques et de droits de l'homme », a déclaré Adam Hadley. En fait, il n'y a pas d'accès aux archives. Au lieu de cela, le site Web indique que « à l'avenir, les universitaires, les chercheurs et les membres de la société civile vérifiés auront accès à certains contenus de la TCAP pour soutenir l'analyse quantitative et qualitative, contribuant ainsi à la recherche empirique sur le contre-terrorisme afin d'éclairer le développement théorique et les décisions politiques.

« Tech Against Terrorism cherche à jeter des ponts entre les partenaires publics et privés, pour aboutir en fin de compte à l'élaboration d'un cadre normatif d'auto-réglementation pouvant guider les réponses à l'utilisation d'Internet par les terroristes, dans le respect des normes du droit international », est-il indiqué ailleurs.

Ce jargon complexe a pour but de tromper les gens sur ce qui se passe. Par exemple, que signifie « jeter des ponts » entre les partenaires publics et privés ? Derrière des portes closes, des monopoles obscènement riches et puissants, dont Facebook, ou Meta comme on l'appelle maintenant, Microsoft, Twitter, Google, etc. sont habilités à décider qui peut être privé de son droit de parole et de son droit de conscience. Sous couvert de lutter contre le « terrorisme », le gouvernement canadien a ajouté la « violence », la « haine en ligne », l'« extrémisme violent à motivation idéologique », l'« extrémisme » et même les « préjugés en ligne ».

Les Canadiens n'ont certainement pas donné leur consentement à l'utilisation des pouvoirs de police de l'État, des pouvoirs arbitraires des géants de la technologie et maintenant des petites plateformes technologiques, pour décider qui et quoi doit être mis hors la loi. Il est absurde de prétendre que

l'état de droit existe au Canada face à l'exercice des pouvoirs de police, où les dirigeants décident du crime et du châtement.

Il a été démontré que Facebook, Twitter et d'autres autorisent les bots et les faux comptes dans le but d'encourager la violence et la déstabilisation de sociétés entières, comme ce fut le cas avec les tentatives de fomenter une contre-révolution à Cuba. Il est bien documenté, et c'est aussi l'expérience des gens, que les algorithmes utilisés par Facebook servent à promouvoir et à « amplifier » la haine et l'incitation à la violence, y compris la violence communale, les contenus racistes, misogynes et homophobes, les théories du complot et la division du peuple. Ceux qui luttent pour le Nouveau, ceux qui contestent, par exemple, le discours en vigueur selon lequel les forces des États-Unis et de l'OTAN défendent la liberté et la démocratie en Ukraine, et bien d'autres choses encore, sont interdits et annulés. Bien que les algorithmes soient secrets, les gens ont une grande expérience des résultats qu'ils produisent.

Trudeau a déclaré à plusieurs reprises que tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre constitutionnel existant et la domination des partis du cartel sont des « extrémistes ». Par exemple, il a déclaré qu'il n'introduirait pas un système de représentation proportionnelle comme promis parce que cela permettrait aux partis « extrémistes » de gagner des sièges à la Chambre des communes.

Le rôle de la police et des agences de sécurité au Canada dans l'organisation, l'infiltration et la participation à des organisations extrémistes de droite a été révélé à maintes reprises. Le Canada, de concert avec les États-Unis et l'OTAN, a armé et entraîné les néonazis en Ukraine. Leur salut nazi, « Gloire à l'Ukraine, Gloire aux héros », a été repris par les milieux officiels canadiens. Les agences de police et de sécurité assimilent l'opposition à l'OTAN à la déloyauté envers le Canada, voire à la subversion.

La violence d'État est utilisée contre les peuples autochtones, aujourd'hui surtout contre les Wet'suwet'en qui défendent leur territoire et qui subissent la violence de la GRC depuis plus de trois ans dans leur lutte pour arrêter le gazoduc Coastal GasLink. Tout cela se fait au nom de la « sécurité nationale » et de « l'intérêt national ».

Les mesures antidémocratiques prises par le Canada et d'autres violent le droit de conscience et le droit humain de parole, et font partie de la vaste offensive antisociale contre la lutte des peuples pour prendre en mains leurs affaires et à la défense de leurs droits. Elles ne peuvent pas être acceptées et elles ne le seront pas.

Note

1. L'Appel de Christchurch a été adopté à la suite de l'attentat terroriste dans lequel 51 personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées dans deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en 2019. Les assauts ont été diffusés en livestreaming sur Facebook.

Désinformation sur le « leadership fort » du Canada en matière d'action climatique

On a dit que lors de l'ouverture de la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies, le premier ministre Trudeau aurait souligné « le solide leadership du Canada en matière d'action climatique et de crise mondiale de la biodiversité en prévision de la 15e Conférence des Parties (COP15) à la Convention des Nations unies sur la diversité biologique qui se tiendra à Montréal en décembre prochain ». L'information publiée indique que Justin Trudeau « a lancé un appel à l'action pour que les dirigeants renouvellent leurs engagements en faveur d'un cadre mondial ambitieux pour la biodiversité après 2020, en particulier pour combler le déficit de financement pour la nature ».

Justin Trudeau a également « annoncé un financement de 10 millions de dollars sur quatre ans pour l'initiative aux systèmes d'alerte précoce face aux risques climatiques (CREWS) afin d'améliorer la préparation aux situations d'urgence dans les pays les moins avancés, en particulier les petits États insulaires en développement ». L'initiative spécialisée CREWS est un projet de plusieurs millions de dollars mis en oeuvre par l'Organisation météorologique mondiale basée à Genève, en Suisse. Son objectif déclaré est de fournir aux pays des alertes météorologiques précoces et des informations sur les risques. Ce projet participe à la fourniture de tels services dans 44 pays parmi les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Il est financé par le secteur privé, la société civile et les gouvernements.

Il s'agit d'un autre projet utilisé par les États-Unis, le Canada et les anciennes puissances coloniales pour prétendre qu'ils aident les économies des pays les plus pauvres, en dépit de toutes les preuves du contraire, comme on le voit, par exemple, dans le traitement par les États-Unis des catastrophes naturelles à Porto Rico et dans les îles des Caraïbes.

Justin Trudeau a également annoncé que le Canada se joindra au Partenariat des dirigeants pour les forêts et le climat. Il s'agit d'un programme que le gouvernement britannique a lancé lors de la COP26, la conférence des Nations unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Glasgow en novembre 2021. Lors de l'AGNU du 21 septembre, le président de la COP26 et député conservateur britannique Alok Sharma a appelé « les dirigeants mondiaux à se joindre au lancement du Partenariat des dirigeants pour les forêts et le climat lors de la COP27, afin d'intensifier les actions qui visent à protéger, conserver et restaurer les forêts du monde tout en assurant un développement durable et en favorisant une transformation rurale inclusive ».

L'échec du gouvernement fédéral à protéger les forêts du Canada et à créer une industrie forestière durable met en évidence la posture adoptée par les Nations unies. Comme si le lien entre les forêts et le climat n'était qu'une question de plantation d'arbres, et non des relations entre les humains et les humains et entre les humains et la nature qui révèlent la nécessité d'investir le peuple du pouvoir décisionnel, Trudeau a déclaré : « Il n'y a pas de voie pour lutter contre le changement climatique et construire un avenir sain qui ne passe pas par les forêts. Chez nous, le Canada travaille en partenariat avec les communautés autochtones, tout en prenant des mesures historiques comme notre engagement à planter 2 milliards d'arbres au cours de la prochaine décennie. Pour porter ce travail sur la scène mondiale, nous sommes heureux de nous joindre au Partenariat des dirigeants pour les forêts et le climat (PDFC). Ensemble, nous pouvons maximiser le rôle des forêts dans la lutte contre le changement climatique et dans notre travail commun pour construire un avenir radieux. »

Aucune mention n'est faite du piétinement des droits ancestraux des peuples autochtones sur leurs territoires ou du fait que « travailler en partenariat avec les communautés autochtones » est un euphémisme pour dissimuler le fait que les « partenaires » sont les conseils de bande qui défendent des intérêts privés et ne représentent pas les chefs héréditaires. Le PDFC est un autre plan pour payer les riches afin de permettre aux intérêts privés de revendiquer les ressources forestières des peuples du monde, y compris ici au Canada, au nom de la conservation des forêts et de l'économie verte.

Le « travail en partenariat avec les communautés autochtones » et « l'engagement à planter 2 milliards d'arbres au cours de la prochaine décennie » dont s'est vanté le premier ministre Trudeau à l'AGNU n'ont pas échappé aux jeunes et aux milliers de Canadiens qui ont défilé pour la justice climatique lors de la Journée mondiale de grève pour le climat, le 23 septembre. Un des principaux objectifs de l'action était de dénoncer Trudeau et son gouvernement pour leur manque d'action en matière de protection de l'environnement naturel et pour la criminalisation des peuples autochtones qui sont en première ligne pour protéger la Terre Mère.

Le saccage de l'industrie forestière au Canada, qui a contribué aux récentes inondations en Colombie-Britannique, la criminalisation et le ciblage des peuples autochtones et des activistes

environnementaux qui défendent les forêts anciennes irremplaçables sur les terres autochtones non cédées, les projets d'extraction sur le « cercle de feu » de minéraux critiques à la machine de guerre des États-Unis sur les terres autochtones de l'Ontario, qui causera des dommages environnementaux considérables dans les basses terres de la baie James, et le passage du gazoduc Coastal GasLink sur le territoire souverain des Wet'suwet'en sont autant d'éléments qui démentent les affirmations et les actions du gouvernement Trudeau à l'Assemblée générale des Nations unies et montrent à qui ces actions servent. Elles ne méritent que le mépris.

(Avec des informations de COP26, Cabinet du premier ministre.)

Forum d'Halifax sur la sécurité internationale

Des actions à Halifax et Toronto pour exiger que le Forum soit banni



Ligne de piquetage à Toronto contre la Conférence de guerre d'Halifax, 19 novembre 2022

Des actions militantes ont été organisées à Halifax et à Toronto le 19 novembre pour demander que le Forum d'Halifax sur la sécurité internationale (HISF), alias la Conférence de guerre d'Halifax, soit banni et pour que le Canada se retire de l'OTAN et de NORAD. La manifestation organisée par No Harbour for War s'est déroulée au Parc de la paix et de l'amitié, en face de l'hôtel Westin à Halifax, où se tenait le HISF. Le même jour, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a organisé une ligne de piquetage au bureau de circonscription de Toronto de la vice-première ministre Chrystia Freeland. Des militants anti-guerre, des femmes, des jeunes, des étudiants, des travailleurs, des retraités et d'autres personnes ont participé avec enthousiasme aux deux événements. Les deux actions ont rendu hommage à Allan Bezanson, un ferme défenseur du PCC(M-L) qui a joué un rôle décisif en tant qu'organisateur et pilier de No Harbour for War et a ainsi apporté une contribution indélébile au mouvement anti-guerre au Canada.

No Harbour for War a une fière histoire d'opposition au HISF depuis sa création il y a 14 ans. L'organisation représente la conscience anti-guerre de la population d'Halifax et du Canada, et a attiré des personnes de divers horizons dans ses activités, dont l'opposition à l'utilisation du port d'Halifax pour les « visites » des forces des États-Unis et de l'OTAN et comme base pour les exercices de guerre. Elle s'oppose à la militarisation de la ville d'Halifax et aux guerres impérialistes et aux agressions à l'étranger dirigées par les États-Unis et s'oppose à la participation du Canada à ces crimes. Lors de l'événement de cette année, les participants ont dénoncé la ministre canadienne de la Défense, Anita Anand, pour son discours d'ouverture belliciste au HISF en faveur de la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine et pour avoir demandé que le Canada soit davantage intégré à la machine de guerre américaine.



Halifax, 19 novembre 2022

Lors de l'action de Toronto, parlant au nom du PCC(M-L), Philip Fernandez a souhaité la bienvenue à tout le monde et a dénoncé le HISF comme étant un rassemblement de fauteurs de guerre et de marchands d'armes du Canada et du monde entier organisé par le bloc États-Unis/OTAN pour subvertir la volonté de paix et de stabilité de l'humanité. Il a souligné que la conférence de guerre d'Halifax défend une « sécurité » fondée sur la volonté de domination mondiale des États-Unis, soutenue par les guerres d'occupation et d'agression des États-Unis et de l'OTAN - des guerres qui provoquent le déplacement et l'insécurité de millions de personnes dans le monde entier et auxquelles il faut mettre fin. Il a également indiqué que des plans étaient en cours d'élaboration au HISF cette année pour accroître le soutien à la guerre par procuration des États-Unis et de l'OTAN en Ukraine, intégrer plus fermement le Canada dans la machine de guerre américaine et intensifier les attaques contre la Chine afin de permettre aux États-Unis et à l'OTAN de dominer la région indo-pacifique.

Les participants ont scandé des slogans comme « Bannissez le Forum d'Halifax sur la sécurité », « Les criminels de guerre ne sont pas les bienvenus au Canada », « Canada hors de l'OTAN », « Canada hors de NORAD », « Pas un seul jeune pour la guerre et l'agression impérialiste », « Faisons du Canada une zone de paix » et « Libérez Julian Assange, portez des accusations contre les criminels de guerre des États-Unis et de l'OTAN ».

D'autres intervenants ont également exprimé leur opposition vigoureuse à la conférence de guerre. Un enseignant du secondaire du groupe confessionnel Pax Christi a dénoncé la désinformation de la CBC et des médias qui vise à maintenir les Canadiens dans l'ignorance des crimes et du bellicisme des États-Unis, du Canada, de la Grande-Bretagne et des pays de l'OTAN dans le monde, qui sont la principale source de la souffrance humaine et de la crise environnementale. Le jeune activiste Cory Thomas David a exprimé sa préoccupation face au fait que les États-Unis font pression pour que Chrystia Freeland devienne le prochain chef de l'OTAN, a condamné les liens de sa famille avec les nazis et ses relations intimes avec le gouvernement ukrainien dominé par les nazis. Il a ajouté que tous les Canadiens doivent demander des comptes au gouvernement Trudeau pour les crimes commis en notre nom.

L'action de Toronto a reçu un message de soutien et de solidarité de George Elliott Clarke, ancien poète lauréat du Parlement canadien et actuel professeur E.J. Pratt de littérature canadienne à l'Université de Toronto. Entre autres choses, le professeur Clarke a souligné que le monde est confronté à de graves dangers en raison des rivalités géopolitiques entre grandes puissances instiguées par l'Occident et que ceux qui appellent au militarisme et à la guerre au Canada et dans le monde doivent être arrêtés avant qu'une autre guerre mondiale n'éclate.

Des copies d'un article du *LML* du 18 novembre s'opposant au HISF ont été distribuées aux passants lors de l'action de Toronto. L'action s'est terminée par une autre série de slogans, un remerciement à tous ceux qui ont participé et l'engagement à continuer à travailler ensemble sur le front anti-guerre, pour faire du Canada une zone de paix.



Toronto, 19 novembre 2022

Le rôle du Canada à la conférence de guerre d'Halifax

La ministre de la Défense du Canada, Anita Anand, était co-hôte du 14e Forum d'Halifax sur la sécurité internationale (HISF), du 18 au 22 novembre, avec le président du HISF, Peter Van Praagh. Elle a prononcé le discours principal, intitulé « Le leadership canadien au XXIe siècle ».

Une des annonces principales contenues dans son discours était que le Canada « propose à la Municipalité régionale d'Halifax d'accueillir le bureau régional nord-américain de DIANA,



l'accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord de l'OTAN. L'objectif de DIANA est de faciliter la coopération entre les opérateurs militaires et les meilleures jeunes entreprises de l'Alliance, les chercheurs scientifiques et les jeunes entreprises, les chercheurs scientifiques et les entreprises technologiques les meilleurs et les plus brillants de l'Alliance pour résoudre les problèmes importants des Alliés en matière de défense et de sécurité. » Elle a ajouté : « Regroupant plus de 300 entreprises du secteur des sciences et de la technologie en démarrage, la Base des Forces canadiennes Halifax, un centre de Recherche et développement pour la défense Canada et sept universités, la Municipalité régionale d'Halifax est un hôte naturel pour le DIANA [1]. »

Anita Anand a déclaré que le Canada « se range fermement du côté de la démocratie et de l'ordre international ». Elle a cité l'universitaire américain Francis Fukuyama dont la thèse sur la fin de l'histoire a prédit « l'ultime victoire de la démocratie libérale ». Elle a dit : « Je pense que nous pouvons tous convenir que sa prédiction était prématurée. Ce n'est toutefois pas une raison de perdre espoir. Le mois dernier, M. Fukuyama a écrit que la démocratie libérale ne fera un retour que si les gens sont prêts à lutter pour elle. »

Dans le cadre de cette « lutte » pour consolider la démocratie libérale dans le monde et en Ukraine, où cette bataille fait rage, Anita Anand a souligné que « le Canada travaille de concert avec ses partenaires pour faire face à la crise de la sécurité en Europe », entre autres choses. Elle a annoncé que le Canada s'est engagé à verser 534 millions de dollars supplémentaires pour une aide militaire additionnelle à l'Ukraine, une formation plus poussée des troupes ukrainiennes fournie en Grande-Bretagne dans le cadre de l'opération UNIFIER, une collaboration avec d'autres partenaires de l'OTAN et une collaboration étroite avec l'industrie de l'armement pour fournir davantage d'armes à l'Ukraine.

Elle a dit que « nous travaillons aussi étroitement avec les États-Unis de sorte à renforcer nos défenses continentales. Nous devons investir dans l'Arctique, un endroit qui présente un intérêt économique et géopolitique grandissant pour des pays comme la Russie et la Chine ». Dans ce cadre, Anita Anand a dit qu'en juin, le Canada avait annoncé qu'il allait « investir 38,6 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années en vue de la modernisation de nos capacités du NORAD ».

La région indo-pacifique a été une préoccupation majeure dans le discours d'Anand. « Il s'agit de la région économique connaissant la plus forte croissance dans le monde; au cours des dernières années, elle a assuré près des deux tiers de la croissance mondiale. Chaque enjeu qui influera sur la sécurité mondiale au fil des prochaines décennies — allant de la croissance économique à la démocratie, en passant par les changements climatiques et les droits des femmes et des filles — passe par la région indopacifique », a-t-elle dit.

Tout en reconnaissant que cette région est « le foyer de la Chine », Anita Anand a dit que le Canada travaillerait avec les États-Unis et d'autres alliés pour continuer à surveiller le détroit de Taïwan dans le cadre de l'opération PROJECTION (opérations navales canadiennes dans le monde entier pour protéger « les intérêts du Canada ») et de l'opération NEON, qui vise la République populaire démocratique de Corée.

Anita Anand a également indiqué que le Canada allait revoir la politique de défense du gouvernement Trudeau, « Protection, Sécurité, Engagement » et qu'il allait augmenter le budget militaire du Canada.

En plus de son discours d'ouverture, la ministre Anand a été occupée pendant le Forum à tenir une des réunions bilatérales avec divers alliés de l'OTAN. Elle a notamment rencontré une délégation du Congrès américain ainsi que le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, pour discuter de « l'intégration continue de la défense » entre les deux pays et de la nécessité de moderniser NORAD. Elle a également rencontré la vice-première ministre ukrainienne, Olha Stefanishyna, ainsi que les ministres de la Défense du Kosovo, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse et des Pays-Bas, afin de renforcer la coopération militaire bilatérale et d'obtenir un soutien pour la guerre par procuration menée par les États-Unis et l'OTAN en Ukraine contre la Russie. Elle a également rencontré des dirigeants de fonds spéculatifs et de l'industrie de l'armement.

Comme on peut le constater, le genre de « leadership » que le Canada veut assurer au XXI^e siècle consiste à être leader mondial de la guerre et de l'agression dans le monde entier, en s'accrochant au manteau de l'impérialisme américain. Cela n'apporte aucun honneur au Canada ou aux Canadiens. Cette voie dangereuse que poursuit le gouvernement de guerre de Justin Trudeau doit être arrêtée par le peuple canadien épris de paix qui doit intensifier ses efforts organisés pour établir un gouvernement anti-guerre et pour faire du Canada une zone de paix.

Note

1. DIANA est un nouveau front des préparatifs de guerre de l'OTAN dans ce qu'elle appelle les « technologies émergentes et perturbatrices ». L'OTAN crée deux centres pour superviser cette activité, un en Europe et un en Amérique du Nord. Ces centres vont gérer la direction par l'OTAN de la recherche et du développement publics et privés dans neuf domaines de technologies émergentes : intelligence artificielle (IA), le traitement des

mégadonnées, autonomie, technologies quantiques, biotechnologie, technologies hypersoniques, espace, fabrication de nouveaux matériaux, et énergie et propulsion.

(Sources : Ministère de la Défense, OTAN.)

Promotion de l'intégration plus poussée du Canada dans la machine de guerre américaine

Le 14e Forum d'Halifax sur la sécurité internationale, (HISF), alias Conférence de guerre d'Halifax, a eu lieu du 18 au 20 novembre. Cette réunion des forces États-Unis/OTAN et de leurs alliés a réuni quelque 400 personnes de 50 pays, dont « des décideurs, des chefs militaires, des universitaires et des représentants de l'industrie pour aborder les enjeux mondiaux en matière de défense et de sécurité, notamment le changement climatique, la sécurité alimentaire, l'énergie, la technologie, la désinformation, ainsi que l'avenir de la démocratie et le soutien à l'Ukraine ».

L'objectif premier de la conférence était de consolider le soutien à la quête d'hégémonie et de dictature des États-Unis dans le monde en tant que « nation indispensable ». Les tentatives des États-Unis et de leurs alliés de criminaliser et d'isoler la Russie et la Chine font partie intégrante de cet objectif.

Le rôle du Canada dans la Conférence de guerre d'Halifax a été un apaisement total de l'impérialisme américain, non seulement en tant qu'hôte et commanditaire de l'événement, mais aussi par le biais des accords conclus cette année entre le gouvernement Trudeau et l'administration Biden à la conférence. Un moment significatif a été la rencontre bilatérale entre la ministre canadienne de la Défense, Anita Anand, et le secrétaire d'État américain, Lloyd Austin, le 19 novembre, où la ministre Anand s'est engagée à travailler avec les États-Unis pour intégrer davantage les deux armées et moderniser NORAD. Le ministère de la Défense nationale (MDN) a écrit : « La ministre Anand et le secrétaire Austin ont également discuté de la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale et l'Amérique du Nord (NORAD). Elle a notamment souligné que l'Aviation royale canadienne et la United States Air Force travaillent en collaboration dans le but de peaufiner des plans pour établir un réseau de sites de radars transhorizon à la fine pointe de la technologie au Canada et aux États Unis. Ces sites amélioreront considérablement notre capacité à détecter les menaces en cours sur de longues distances, notamment au dessus de l'Arctique. Les scientifiques canadiens de la défense collaborent avec leurs homologues américains pour cerner les priorités initiales en matière de recherche et développement, entre autres, les façons dont l'aérodynamique hypersonique, la technologie quantique et les capacités spatiales façonneront les menaces nouvelles et émergentes, et comment le NORAD peut y répondre. »

Le Canada s'est engagé à verser 38,6 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années pour la modernisation de NORAD.

Selon le MDN, « la ministre Anand a également présenté une mise à jour au secrétaire Austin sur la Stratégie indopacifique du Canada qui sera bientôt publiée. La ministre et le secrétaire ont discuté des opérations PROJECTION et NEON dirigées par le Canada, et la ministre Anand a déclaré que le Canada augmentera sa présence militaire et renforcera ses relations en matière de défense et de sécurité avec ses partenaires dans la région, dans le cadre de la stratégie à venir ».

Le MDN a indiqué que le 19 novembre, la ministre Anita Anand a également rencontré « la délégation du Congrès américain présente au HISF et l'a remerciée pour sa présence continue au Forum au fil des ans. Ils ont discuté de l'étroite relation de défense entre le Canada et les États-Unis et des moyens de la renforcer. »

Le déroulement de la conférence a reflété la militarisation croissante de la vie, où des questions clés auxquelles l'humanité tout entière est confrontée - comme le changement climatique et la sécurité

alimentaire - sont cooptées par les gouvernements des États-Unis, des pays de l'OTAN et d'autres alliés comme prétextes pour augmenter les dépenses militaires et donner aux militaires un rôle de plus en plus important dans les affaires civiles. Cela comprend le rôle que jouent l'OTAN, son Assemblée parlementaire et ses groupes de réflexion pour s'ingérer dans les affaires intérieures de ses pays membres, pour dicter les dépenses militaires et la politique étrangère et aussi pour criminaliser l'opposition à l'OTAN.

Il est important pour les Canadiens et les Québécois de se tenir au courant de la conférence et de ses travaux, afin de savoir quel dangereux bellicisme est en cours au nom des valeurs canadiennes, de concentrer les efforts du mouvement anti-guerre et ne pas devenir la proie de la militarisation de la vie menée au nom de la sécurité, des droits, des valeurs ou de tout autre grand idéal.

***Faisons du Canada une zone de paix !
Non à la Conférence de guerre d'Halifax !***

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca